

RÉSOLUTION XV – REPUBLIQUE DE CUBA

THÈME : AGENDA 2030 POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

CONCERNE : INTERDICTION DU STOCKAGE NATIONAL DE MEDICAMENTS ET VACCINS ESSENTIELS

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE,

- Révoltée par les pratiques égoïstes et irresponsables de certains États qui accaparent les médicaments et les vaccins essentiels au mépris de la vie des millions de personnes qui en ont besoin,
- Soulignant la cupidité des États-Unis, du Canada, de la Suisse, du Royaume-Uni et de l'Union Européenne, qui ont amassé des surplus de vaccins COVID-19, susceptibles d'immuniser jusqu'à cinq fois leur population, tandis que les pays en développement continuent de faire face à des pénuries de doses,
- Consternée par l'Australie, qui semble retenir son insuline tel un trésor alors que des pays comme le Zimbabwe, la République Démocratique du Congo et le Bénin affrontent la cruelle réalité d'une pénurie mortelle, et que leurs habitants sont contraints de sacrifier un mois entier de salaire pour acquérir ces produits guérisseurs sous un marché dominé par peu de producteurs et des faibles systèmes de santé,
- Déplorant que certains pays développés stockent d'importantes quantités de Sofosbuvir et les vendent à des prix prohibitifs, ce qui crée une barrière à l'accès à ce traitement vital pour l'hépatite C dans de nombreux pays en développement,
- Décide d'interdire le stockage national des médicaments et des vaccins essentiels, obligeant les nations à remettre leurs stocks à l'OMS pour une distribution mondiale équitable ;
- d'accorder à l'OMS le contrôle total de la distribution internationale des médicaments et des vaccins, afin de mettre fin à cette hégémonie sanitaire destructrice ;
 - de sanctionner sévèrement les nations qui contreviennent à ces règles, y compris des enquêtes sur les crimes contre l'humanité pour les plus graves d'entre eux.

Le texte français fait foi.